LE NUMÉRO 5 CENTIMES

L'Égalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

SEPTIEME ANNEE. — N° 211 — MERCREDI 31 JUILLET 1901

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50.	9 fr.	18 fr.
Autres Départements	5 fr. 50.	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION : ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

La Consultation

Le ministre du commerce a prescrit la consultation demandée aux chambres de commerce, aux syndicats agricoles et industriels aux syndicats patronaux comme aux syndicats ouvriers, sur les caisses de retraites.

Il a insisté dans sa circulaire, pour que les avis sollicités parviennent au gouvernement avant la fin du mois de septembre.

De cette façon, celui-ci pourra communiquer à la Chambre le résultat de la consultation avant que la commission du budget ait terminé son étude du budget de 1902.

La discussion du projet de loi sur les retraites ouvrières pourra donc reprendre avant l'examen du budget. En la poussant rapidement, elle pourrait peut-être être menée à bonne fin avant la fin du mois de décembre.

Il n'est pas à cette heure de question pratique, plus importante que celle-là et le lecteur voudra bien me passer en faveur de cette importance, les répétitions que j'accumule dans ce journal avec l'espoir d'éveiller les préoccupations des intéressés sur un projet de loi qui placerait d'emblée la France, sinon à la tête, du moins en bon rang parmi les nations industrielles qui ont amélioré notablement le sort de leurs classes laborieuses.

Croyez-moi, citoyens, le souci de voir mon pays suivre les autres pays dans la voie du progrès social, rivaliser avec eux dans l'élaboration des lois protectrices du travail et des travailleurs est un souci patriotique dont ne s'inquiète guère le nationalisme mais il vaut bien tous ceux dont se targuent à grand bruit les membres de la Patrie Française.

Je doute que la consultation demandée soit de nature à encourager beaucoup le gouvernement, et ceux qui ont applaudi à sa tentative en vue d'instituer créanciers de l'Etat tous les travailleurs âgés de plus de 65 ans.

J'entends d'ici les chambres de commerce invoquer toutes sortes enede sstcéitnaoslla,l invoquer toutes sortes de nécessités commerciales allant à l'encontre de la loi projetée. Les syndicats patronaux, d'autre part, invoqueront les charges considérables que la part contributive du patronat ferait peser sur les frais généraux de la production; quant aux syndicats agricoles, presque partout, ils sont entre les mains des agrariens français. Les grands propriétaires les dirigent. Ces grands propriétaires se croient menacés au même titre que les patrons industriels. Eux aussi devront contribuer pour une part, aux versements dont la capitalisation doit assurer une pension à ceux de leurs vieux travailleurs ayant atteint l'âge de 65 ans. Ils sont doublement menacés ceux-là, et comme chefs d'entreprises agricoles et comme intéressés dans nombre d'entreprises industrielles dont ils dtiennent des actions mobilières.

La réponse des éléments bourgeois et capitalistes n'est donc pas douteuse. Elle sera contraire, sinon au principe, tout au moins à l'économie de la loi. Ils inclineront à laisser l'initiative patronale prendre les mesures que l'Etat s'arroge d'édicter en se substituant à l'autorité des chefs d'entreprises. En vain cette initiative des classes dirigeantes est-elle restée jusqu'à ce jour généralement inféconde, sans résultats appréciables. Soyez convaincus qu'ils trouveront quelques exemples particuliers, d'ailleurs sans importance, eu égard au nombre de ceux qu'il conviendrait de secourir pour repousser le projet de loi présenté.

Cependant les avis divers et contradictoires de cette catégorie d'intéressés unanimes sous leurs apparentes contradictions, pour ne pas se laisser imposer les charges dont on prémédite de les taxer seront sans grande influence sur le résultat final. Leur opinion ne déterminera que faiblement celle de la Chambre. Elle y est déjà représentée par les adversaires de la loi et ne gagnera pas beaucoup de voix à ces derniers.

Il n'en sera pas de même des réponses des syndicats et des associations ouvrières. Or, là, il me paraît que les jugements sont hésitants et les appréciations singulièrement incertaines. C'est une constatation attristante à faire, mais dans les associations ouvrières on ne paraît pas être fixé définitivement sur les avantages de la loi. Je ne parle pas seulement de quelques-unes des opinions paradoxales émises déjà par des représentants de syndicats qui ne représentent d'ailleurs qu'une partie infime des membres de la corporation entière. Certains de ceux-là ont prétendu que le prolétairiat n'a rien à attendre, pas plus de cette loi que de toute autre; la classe ouvrière n'aurait aucun avantage à espérer d'une intervention législative quelconque. Au fond, *ce sont des affirmations dogmatiques de théoriciens étroits et vivant à l'écart des phénomènes de l'évolution, ils constituent une minorité de sectaires sans influence réelle.*

Par contre, il en est qui, sans repousser en principe l'intervention de la loi, se font le raisonnement simpliste suivant, en faisant contribuer l'ouvrier et le patron au versement quotidien, dont la capitalisation assurera la précision de retraite ou d'invalidité le projet hypothèqué pour un avenir douteux, le salaire présent de l'ouvrier, qui fera entièrement les frais de ces pensions. D'une part, l'ouvrier sera contraint de verser 1, 2 ou 3 sous parjour selon son salaire, d'autre part, le patron retiendra sur le salaire le ou les sous quotidiens qu'il sera tenu de verser pour ses ouvriers.

C'est donc une réduction immédiate de salaire que la loi déterminera pour un avantage postérieur très hypothétique dont beaucoup d'entre nous ne sont pas assurés de jouir.

Le raisonnement de cette partie de la classe ouvrière est le même que celui du patron, il repose sur la même erreur fondamentale à savoir : que les rapports économiques sont ainsi institués, que tout prélèvement sur le bénéfice patronal doit se traduire, en prélèvement sur le salaire. C'est aussi l'argumentation de ceux qui s'opposent à l'intervention de l'Etat pour réduire les heures de travail, cette réduction devant entraîner ou une réduction de salaires, ou une réduction des profits que le patron peut toujours faire supporter à ses employés.

Or, l'expérience de l'Allemagne et des pays, y compris la France où la réduction du temps de travail a été opérée nous montre que c'est le contraire qui s'est constamment produit. Les salaires n'ont été réduits ni en France ni ailleurs, par la réduction de la journée de travail.

En Allemagne, les prélèvements faits sur l'industrie pour les caisses de retraites et d'invalidité n'ont pas eu davantage pour conséquence de réduire les salaires des ouvriers, pas plus qu'ils n'ont réduit les profits des patrons. Et c'est pourquoi le parti socialiste allemand qui, tout d'abord, s'opposait à la contribution des versements ouvriers, a modifié son attitude depuis que la loi fonctionne et démontre l'inanité des craintes qu'elle avait fait naître.

La vérité c'est qu'une classe ouvrière retraitée, mise à l'abri des misères de l'invalidité et de la vieillesse, ouvre à la production un champ de consommation agrandie, et que salaires et profits retirent de cet accroissement de consommation des conditions avantageuses aux uns et aux autres. Il est donc puéril de nourrir des craintes de la nature de celles qui se font jour dans les milieux ouvriers, aussi bien que dans les milieux patronaux. Mais nous vivons, en France, dans une ignorance si profonde des conditions dans lesquelles s'effectue l'évolution économique, que les malentendus s'accumulent autour des questions vitales comme celle-là.

Que la classe ouvrière jette les yeux autour d'elle; que les paysans fassent le compte de ce que peut être la loi qui assurerait à leurs parents une rente immédiate. Et qu'ils se prononcent en conséquence. L'avenir de la loi, — je veux dire l'avenir de la vieillesse ouvrière et paysanne — est dans leurs mains.

Gustave ROUANET.
député de la Seine.

Le scrutin de ballottage
et la Presse

Nous n'étonnerons personne, en disant que les feuilles de réaction capitaliste et cléricale triomphent avec impudence du scrutin de dimanche à Lille.

La *Croix* entonne un joyeux *alleluia*, comme pour la légendaire résurrection de son mythique dieu crucifié. Bonne journée, s'écrie ce canard de *sacristie et des mares* d'eau bénite.

Cette fois nous ne couchons pas sur nos positions, mais nous avons fait un pas, un grand pas en avant, nous couchons sur plusieurs positions d'où nous avons délogé des révolutionnaires de marque, tels que Delory et Ghesquière.

Le citoyen-maire voit déjà le déclin de son règne; lui qui de son siège de conseiller général voyait déjà d'un œil d'envie un siège de député, peut-être même la chaise curule d'un sénateur.

Naturellement, le Dieu-de-Marcq entre en scène; c'était de rigueur, comme le vinaigre avec des cornichons. Après avoir attribué à la rancunière intervention du dieu déboulonné l'échec de Delory, la *Croix* continue son chant d'action de grâces en disant :

Quant aux radicaux ils ne comptent plus : peut-être le *Progrès du Nord* leur attribuera-t-il le succès de MM. Tribourdaux et Werquin ? S'il le fait, laissons-le à son illusion, car il la partage... tout seul.

N'avions-nous pas raison de dire *«bonne journée»* ?

Nulle part nous ne reculons, en plusieurs points nous avançons.

Heureux présage et sérieux encouragement pour la grande bataille de l'an prochain.

Dans ces transports à rendre jaloux des hystériques de couvents, la *Croix* oublie que les victoires réactionnaires qu'elle célèbre avec tant d'éclat aujourd'hui, sont des victoires à la Pyrrhus. L'an prochain, elle recevra la tuile mortelle.

* *

La *Dépêche*, d'ordinaire plus avisée que son concurrent le journal assomptionniste, fait preuve aujourd'hui d'autant d'aveuglement en se félicitant « de l'*écrasement* des collectivistes à Lille ! » Il paraît, d'après la *Dépêche*, que « les élections de ballottage ont confirmé à Lille, les résultats du premier tour, en les accentuant d'une manière éclatante ».

Et la *pieuse feuille ajoute*, après avoir versé un pleur sur la veste de son ami Brackers :

— « Nous nous réjouissons de ce résultat qui, en tenant compte du scrutin du 28 juillet, assure la défaite des révolutionnaires dans sept cantons sur huit, encore que les élus ne soient évidemment pas de la même *qualité* et de la même origine.

Les élus réactionnaires ne sont pas tous de la même *qualité*.

Voilà qui n'est pas flatteur pour ces honorables. La *Dépêche* considère certains d'entre eux comme une marchandise *frelatée* et avariée. Pas aimable pour ses amis et complices, la sainte gazette !

* *

Quant à l'*Echo*, il exulte, il se pâme, il délire. Deux pages de son papier ne lui suffisent pas pour annoncer « ses victoires ». Oyez, nounous, petites bobonnes, nourrices sèches; lisez ces lignes en caractères d'affiches et non tarifées, contrairement aux habitudes de la maison : « Les collectivistes écrasés à Lille. — Cinq républicains élus. — MM. Delory, Vérecque et Ghesquière battus. — La victoire ! »

Barnum n'aurait pas trouvé mieux, comme réclames tape-à-l'œil.

Ecoutez maintenant le boniment :

C'est une victoire républicaine, — et qui comptera dans les fastes politiques des cantons de Lille !

Il y a huit jours le parti collectiviste avait senti passer sur lui le vent de la défaite.

Hier une véritable rafale emportait comme des fétus de paille les plus autorisés de ses militants et de ses chefs.

Je vous fais grâce du reste : citer deux colonnes de ces phrases à vent et à rafales serait trop fastidieux.

Ajoutons toutefois que M. Brackers d'Hugo, d'après l'*Echo*, fait preuve, sous sa veste, « d'un courage au-dessus de tout éloge, d'un entrain *superbe* et d'une *crânerie bien* française. »

A noter également le couplet chanté par l'*Echo* en l'honneur des radicaux; il est suggestif

Ce qui donne sa vraie signification au scrutin d'hier, c'est l'admirable discipline avec laquelle tous les républicains, tous les modérés, tous les anticollectivistes sont allés aux urnes.

Ils ont vu plus loin que le triomphe de leur programme particulier, plus haut que le succès de leurs hommes.

Ils ont vu avant tout, — et ils ont donné là un noble exemple qui ne sera pas perdu, — l'intérêt supérieur de la patrie dans l'irrémédiable défaite du socialisme-révolutionnaire.

Dans l'Est, ils ont voté avec un magnifique ensemble pour M. Tribourdaux, et pas une des voix de M. Leclercq, le candidat du premier tour, n'a manqué au radical.

Dans le Sud, où nous avions conseillé de voter pour M. Werquin, pas une des quinze cent cinquante-quatre voix que M. Brackers d'Hugo avait obtenues, il y a huit jours, sans être candidat, n'a manqué à M. Werquin.

Les radicaux n'ont pas été moins avisés ni moins résolus. Partout, sauf dans certains bureaux du canton Sud-Est, ils ont, en dépit des invites du *Progrès du Nord*, apporté leur loyal concours aux candidats anticollectivistes.

La politique qui s'est ainsi clairement manifestée ne sera pas sans lendemain.

* *

Le *Progrès*, organe de ces radicaux si dociles aux conseils de l'*Echo*, estime que les partis sont restés sur leurs positions et que la bataille n'a pas donné de résultats décisifs. »

Si les républicains n'ont pas remporté les succès qu'ils avaient le droit d'espérer, la faute en est aux divisions qui se sont introduites parmi eux.

L'armée républicaine a vu se produire à sa droite des défections, pendant qu'à sa gauche, une fraction de ses troupes se retournait contre elle, provoquant dans ses rangs l'indécision et le trouble.

Le Parti ouvrier Lillois, en déclarant, dès le début de la période électorale une guerre brutale aux radicaux, ses anciens alliés ; en les assimilant aux cléricaux ; en les poursuivant dans toutes leurs réunions, et en les accablant d'attaques violentes et des pires injures, a déchaîné un courant anti-collectiviste irrésistible. Ses candidats Delory et Ghesquière ont été battus par des majorités qu'on n'aurait pu prévoir.

Les socialistes récrimineront sans doute. Qu'ils descendent au fond d'eux-mêmes et qu'ils fassent leur examen de conscience. Et ils reconnaîtront qu'ils sont les principaux auteurs de leur défaite.

L'exclusion de M. Edouard Delesalle du Parti Ouvrier, les troubles de dimanche et lundi à Roubaix, la manœuvre réactionnaire de M. Delesalle à Tourcoing : tous ces incidents se sont ajoutés aux causes que nous venons d'indiquer, et ont eu leur part d'influence sur le corps électoral.

Le résultat, on le voit. Et il est vraiment déplorable de constater qu'avec de la bonne volonté et de l'entente on pouvait assurer à Lille une représentation départementale presque tout entière républicaine, tandis que nous aboutissons à l'élection de M. Lorthiois, président de la section lilloise de la *Patrie Française !*

Triste conséquence de nos divisions !

Comme on le voit, le Progrès est loin de chanter victoire ; l'élection de MM. Tribourdeaux et Werquin, dans les conditions où elle s'est faite, lui commandait, en effet, une prudente réserve.

LA PRESSE PARISIENNE

Citons maintenant quelques extraits des journaux de Paris.

De la *Petite République :*

On pourra constater que la victoire de notre parti, qui s'était ttrès nettement accusée le 21 juillet dernier, s'est encore affirmée d'une façon plus précise hier, notamment dans le Rhône, les Bouches-du-Rhône, l'Isère, l'Hérault.

Cependant, à Lille, les candidat socialistes sont battus, sauf Dupied.

De plus, et c'est là la caractéristique du scrutin d'hier, deux députés mélinistes, MM. Lasserre et Fleury-Ravarin, sont battus par des candidats socialistes.

Là où les candidats socialistes ont été battus, ils ont réuni un grand nombre de suffrages, et les résultats qu'ils ont obtenus nous permettent d'espérer que partout où l'entente règnera entre les socialistes, la victoire définitive et complète sera assurée à la prochaine bataille électorale

Du *Radical :*

Ainsi que nous l'avons fait prévoir, la journée d'hier a complété la victoire républicaine du premier tour de scrutin

De la *Lanterne :*

Le scrutin de ballottage a complété la défaite des réactionnaires et des mélinistes. Sur 95 ballottages, ils ont encore perdu une vingtaine de sièges au moins. C'est une assez jolie proportion. De plus, on constate dans les résultats d'hier le même mouvement à gauche déjà remarqué dimanche dernier.

Le premier tour avait suffi à faire gagner aux radicaux et aux radicaux-socialistes une centaine de sièges ; leurs nouveaux succès portent leur gain total à près de 150 sièges. Les socialistes qui pour les élections cantonales luttent dans des conditions *particulièrement difficiles*, triomphent dans une quarantaine de cantons. En revanche les *conservateurs et les mélinistes* ont été durement éprouvés. C'est eux qui font presque tous les frais de la journée. Nous nous félicitons donc hautement de l'ensemble des résultats.

Parmi tant d'échecs, il convient d'en relever plus particulièrement deux : M. Lasserre, député de Castelsarrazin, une des lumières du mélinisme, est battu dans le canton qu'il représentait depuis longtemps ; M. Fleury-Ravarin, député modéré de Lyon et gendre de M. Aynard, est remplacé au Conseil général du Rhône par le socialiste Mariéton. Ce sont deux résultats importants, à cause de la personnalité des vaincus et de l'influence probable sur les élections législatives prochaines.

Par contre nous ne chercherons pas à nier que les résultats du Nord nous aient causé une vive déception. Il apparaît bien en effet que si les socialistes ont fait élire M. Weil-Mallez, ils n'ont pas bénéficié aussi nettement qu'il l'aurait fallu de la discipline républicaine.

Au total, bonne journée pour la République. Les réactionnaires et leurs alliés mélinistes ont été *fortement éprouvés dans ce renouvellement partiel* Ils ont bien perdu au bas mot cent cinquante sièges. *Ils auront beau s'efforcer de faire bonne figure à mauvais jeu, ils n'arriveront pas à faire passer cela pour une victoire.* Ils avaient voulu une consultation nationale : la voilà.

Les Résultats de Lille

QUELQUES CHIFFRES

Il nous a paru intéessant de rechercher dans quelle proportion les électeurs de Lille qui avaient voté au premier tour de scrutin se sont abstenus au second tour.

Nous avons fait ce travail pour les bureaux lillois des quatre cantons où les candidats radicaux avaient, au second tour, abandonné la lutte, ce qui permettra d'apprécier dans quelle mesure les radicaux ont pris part au second tour de scrutin.

En voici les résultats :

Dans le Nord-Est où M. Paux-Tempez, radical, avait obtenu 393 voix, 182 électeurs ayant voté au premier tour n'ont plus voté au second. On peut donc admettre que 211 radicaux ont pris part au vote. Le citoyen Delory n'a gagné dans ces bureaux que 139 suffrages.

Dans le canton Nord, où M. Blond, radical, avait obtenu 410 voix, 113 électeurs du premier tour se sont abstenus au second. 297 radicaux ont donc pris part au second tour. Le citoyen Luis n'a gagné que 183 suffrages.

Dans le canton Est, où M. Clément, radical, avait obtenu 370 voix, 145 électeurs n'ont plus pris part au second tour, après avoir voté au premier. 225 radicaux ont donc voté au second tour. Le citoyen Dupied n'a gagné que 178 voix.

Enfin, dans le canton Sud-Ouest, où M. Debaye avait obtenu 343 voix, 219 électeurs ayant voté au premier tour se sont abstenus au second tour. 124 radicaux ont donc voté au second tour. Le citoyen Ghesquière n'a gagné que 62 suffrages.

Au total, sur 1536 radicaux ayant, dans les bureaux urbains de ces quatre cantons pris part au premier tour de scrutin, 659 se sont abstenus au second, et 857 ont pris part à ce second tour. Sur ces 857 voix et sur les abstentions du premier tour qui ont voté au second, les candidats socialistes n'ont vu venir à eux que 562 suffrages.

* *

Dans les six cantons de Lille soumis au ballottage les socialistes avaient, au premier tour, obtenu 10710 voix en ville et 2614 voix à la banlieue, soit 13324 voix. Ils en ont gagné, au second tour, 919 en ville et 263 à la banlieue, soit 1182 suffrages.

Au premier tour, les réactionnaires avaient obtenu dans ces six cantons 9010 voix en ville et 2051 à la banlieue, soit 11061 voix. Les radicaux avaient obtenu 4535 voix en ville et 1229 à la banlieue, soit 5764 voix. Total des voix réactionnaires et radicales : 13545 en ville et 3280 à la banlieue, soit 16825 suffrages. Les candidats réactionnaires et radicaux ont réuni sur leurs noms au second tour 14074 voix en ville et 3255 à la banlieue, soit 17239 voix, en augmentation de 514 voix sur le premier tour.

* *

Au premier tour des élections municipales de 1900, les voix des 21 bureaux de Lille-Ville s'étaient ainsi réparties au premier tour :

Socialistes	15987
Cléricaux	14676
Radicaux	5454

Au premier tour des élections cantonales de 1901, les voix se sont réparties comme suit :

Socialistes	12406
Cléricaux	13080
Radicaux	5899

Au second tour des élections municipales de 1900, les suffrages s'étaient portés sur :

Liste d'alliance socialiste et radicale	19538
Liste réactionnaire	15339

Le second tour des élections cantonales de 1901, combiné avec les résultats du premier tour dans les cantons où il n'y a pas eu ballottage, donna :

A la liste socialiste	13325 voix
A la liste réactionnaire	18144 voix

les du premier tour dans les cantons Ouest et Centre.

* *

De tous les chiffres ci-dessus il ressort à l'évidence que le parti clérical, pris isolément, n'a rien gagné dans notre ville, malgré ses airs de bravoure et ses cris de victoire.

Son succès est fort de l'appoint apporté par les voix radicales, à la suite des vivacités inattendues de la campagne menée par le Parti ouvrier contre les alliés de 1896 et de 1900.

Quant aux voix perdues par les socialistes, ce sont des voix abstentionnistes qui ne sont pas encore passées à l'ennemi, et qu'il sera possible de reprendre.

CHRONIQUE

L'ACCORDEUR

Une villa à Bois-Colombes, chez les Gourju, rentiers.

Mme Gourju, Clotilde, fille unique des Gourju. (Cette dernière est assise devant son piano.)

Mme Gourju. — Ton père est allé à la gare au devant de ton futur, monsieur Brunoy, un jeune homme que nous ne connaissons pas et qui doit t'épouser, s'il te plaît, bien entendu.

Clotilde, quittant son piano. — Oui, maman, tu sais que mon piano est de plus en plus faux

Mme Gourju. — Ton père a écrit à l'accordeur, il doit venir aujourd'hui.

Clotilde. — Il est temps.

La bonne, entrant. — Madame, il y a là un monsieur qui demande à vous parler.

Mme Gourju — C'est l'accordeur, faites entrer.

La bonne introduit M. Brunoy.

Brunoy, s'inclinant. — Madame, mademoiselle.

Clotilde, le saluant à peine, à part — En fait-il des manières, cet accordeur !

Mme Gourju. — Est-ce que vous amenez le beau temps, monsieur ?

Brunoy. — Je le souhaite, madame ; j'ai reçu votre lettre et je me suis empressé...

Mme Gourju. — C'est mon mari qui vous a écrit ; Clotilde, débarrasse le piano.

Clotilde. — Il est encombré de partitions ; on ne vous attendait pas si tôt.

Brunoy. — Je sais ce que c'est.

Clotilde. — Vous en jouez, sans doute ?

Brunoy. — J'en tapote.

Mme Gourju. — Monsieur est bien forcé.

Brunoy, à part. — Quelle drôle de conversation !

Clotilde, découvrant le piano. — Voulez-vous l'essayer ?

Brunoy, surpris. — Je veux bien. *(Il fait sortir quelques notes.)*

Clotilde. — Il a besoin d'être accordé.

Brunoy. — Le registre supérieur surtout.

Clotilde. — Il faudra le mettre au diapason, pensez-vous qu'il le conserve ?

Brunoy. — C'est probable.

Mme Gourju. — Est-il bon ?

Brunoy. — Il en a l'air ; je ne m'y connais pas beaucoup.

Mme Gourju. — Vous êtes trop modeste.

La bonne, entrant. — C'est un jeune homme qui vient vous voir.

Mme Gourju. — C'est lui. *(A la bonne.)* Faites-le entrer par le perron. *(A Brunoy.)* C'est une visite ; voulez-vous passer un instant dans le cabinet de mon mari.

Brunoy. — Volontiers, madame. *(Entrant dans le cabinet.)* Quelle singulière réception.

Mme Gourju, à Clotilde. — C'est ton prétendu.

Clotilde, rajustant sa chevelure devant la glace. — Oh ! maman, le cœur me bat.

Mme Gourju. — Ne le fais pas voir.

L'accordeur, entrant. — Mesdames.

Mme Gourju — Monsieur, mon mari vous attend à la gare, vous ne l'avez pas vu ?

L'accordeur. — Non, madame ; il n'aurait pas dû se déranger.

Clotilde, à part. — Il est très bien.

Mme Gourju. — Vous avez pu trouver ?

L'accordeur. — J'avais votre adresse ; rien n'était plus facile.

Mme Gourju. — Enfin, vous voilà ; c'est l'essentiel ; vous n'êtes pas fatigué ?

L'accordeur. — Le voyage n'est pas si long.

Mme Gourju. — Vous allez prendre quelque chose.

L'accordeur. — Vous êtes trop aimable.

Clotilde. — Un verre d'eau de noix ; c'est moi qui la prépare.

L'accordeur — Elle doit être exquise.

Clotilde, apportant des verres et les remplissant. — Permettez-moi de vous servir.

L'accordeur, prenant un verre. — Je vous remercie. *(Montrant le piano.)* Voilà l'instrument.

Clotilde. — Il a grand besoin d'être accordé.

L'accordeur, plaquant quelques accords. — En effet.

Mme Gourju. — On l'accordera plus tard.

Clotilde. — Vous en jouez ?

L'accordeur. — Un peu, c'est indispensable pour nous.

Clotilde. — Aujourd'hui, tous les messieurs sont musiciens.

Mme Gourju. — Vous ferez de la musique avec ma fille.

L'accordeur, surpris, à part. — Comment, elle veut...

Clotilde. — Oh ! maman, je ne suis pas assez forte.

Mme Gourju. — Si tu essayais avec monsieur ton morceau à quatre mains : « Le mariage d'une libellule ».

Clotilde, plaçant le morceau sur le piano. — Voulez-vous, monsieur ?

L'accordeur. — Pour vous faire plaisir.

Clotilde. — Maman, je ne sais pas si je pourrai.

Mme Gourju. — Monsieur sera indulgent.

Clotilde, s'assoyant devant le piano. — Je vous préviens que je ne suis pas ferrée sur la mesure.

L'accordeur. — Je vous soutiendrai.

Clotilde. — Commençons ; c'est vous qui ouvrez le feu.

L'accordeur. — Je compte une mesure pour rien : un deux, trois...

Mme Gourju. — Vous voyez assez clair ?

Clotilde. — Mais oui, maman.

L'accordeur. — Je recommence : un deux, trois...

Mme Gourju. — Clotilde, tiens-toi droite.

Clotilde. — Il faut bien que je me penche pour lire les notes.

Mme Gourju. — Tu sais ce que t'a dit ton professeur ?

Clotilde. — Mais oui, mais oui ; laisse-nous jouer.

L'accordeur. — Andantino : un deux, trois, quatre.

Clotilde, après un instant. — Je suis en retard.

L'accordeur. — Courez, vous me rattraperez ; pianissimo.

Clotilde. — Je ne sais plus où j'en suis.

L'accordeur. — Avec deux p.

Clotilde. — Ah ! oui.

L'accordeur a fini, Clotide a encore vingt-cinq mesures à jouer.

L'accordeur, à part — Je n'ai jamais fait de la musique comme cela !

Mme Gourju — C'est superbe ! Vous avez joué comme deux anges.

Clotilde. — Que pensez-vous de mon piano ?

L'accordeur. — Il y a mieux ; mon oncle qui est fabricant de pianos.

Mme Gourju. — Nous ignorions ce détail.

L'accordeur. — Vous en donnera un meilleur que celui-là.

Clotilde. — Maman, l'oncle de monsieur me donne un piano.

L'accordeur, à part. — Moyennant [illegible] francs.

Mme Gourju. — Je vous laisse seuls, mes enfants ; vous devez avoir tant de choses à vous dire.

L'accordeur, à part. — Qu'est-ce que cela veut dire ? Je ne serai pas payé.

Clotilde, ouvrant un album de photographies. — Je vais vous montrer les portraits des membres de la famille.

L'accordeur, s'assoyant à côté de Clotilde. — Avec plaisir, mademoiselle.

Clotilde. — Il est bon que vous les connaissiez.

L'accordeur. — Vous croyz que.

Clotilde. — Mais certainement ! Voilà papa... maman... mon oncle Joseph.

L'accordeur. — Il est très bien.

Clotilde. — Ma tante Anaïs ; moi, à huit ans.

L'accordeur. — Vous étiez déjà gentille.

Clotilde, minaudant. — Vous trouvez ?

L'accordeur. — Vous promettiez et vous avez tenu. *(Lui prenant la main.)* Quelle jolie main.

Clotilde. — Quel est votre petit nom ?

L'accordeur. — Ernest.

Clotilde. — J'aime beaucoup ce nom-là.

L'accordeur. — Il y a mieux, je n'ai pas eu le choix : on ne m'a pas demandé mon avis. Clotilde est préférable. *(Portant la main de Clotilde à ses lèvres.)* Vous permettez.

Clotilde, sans la retirer. — Monsieur Ernest !

L'accordeur, baisant de nouveau sa main. — Encore.

Clotilde. — Vous m'avez plu tout de suite.

L'accordeur. — Moi, je vous trouve ravissante ! *(Il l'embrasse sur le cou.)*

Mme Gourju, rentrant. — Vous accordez-vous, mes enfants ?

L'accordeur. — En parlant d'accord, je ne pensais plus au piano.

Mme Gourju. — Parce qu'il a besoin d'être accordé ; on l'accordera demain.

L'accordeur. — Il ne faut pas longtemps. *(Tirant sa montre.)* Je l'accorderais bien.

Clotilde. — Maman, monsieur Ernest sait accorder les pianos

Mme Gourju. — Cela vous fera une économie quand vous serez mariés.

L'accordeur, abasourdi, à part. — Elle me donne sa fille, à présent ! *(Haut.)* Il est temps de me retirer, il y a un train à six heures.

Mme Gourju — Vous allez dîner avec nous.

L'accordeur. — C'est trop de bonté, madame ; je ne voudrais pas...

Clotilde. — Il y a des trains jusqu'à minuit.

Mme Gourju, à Clotilde. — Ton père ne rentre pas ; il a dû rencontrer des connaissances. Nous allons toujours nous mettre à table.

Ils passent dans la salle à manger.

Mme Gourju, à l'accordeur. — Placez-vous à côté de ma fille.

L'accordeur. — Si vous m'y autorisez, mademoiselle.

Clotilde, lui souriant. — N'est-ce pas votre droit ?

L'accordeur, à part. — Elle est vraiment gentille.

Mme Gourju, à son mari qui rentre. — Enfin, te voilà !

— *M. Gourju.* — J'ai attendu monsieur Arthur Brunoy à tous les trains.

Clotilde. — Mais papa, il est ici.

M. Gourju. — Où.

Clotilde, désignant l'accordeur. — Le voici.

M. Gourju. — Monsieur n'est pas monsieur Brunoy.

Mme Gourju, à l'accordeur. — Qui êtes-vous ?

L'accordeur. — Je comprends tout ; vous me prenez pour un autre. Je me nomme Ernest Vidar ; je suis venu pour le piano.

Mme Gourju. — L'accordeur ! Et moi qui l'ai laissé seule avec ma fille !

M. Gourju. — Tu n'en fais jamais d'autres.

Clotide, pleurant. — C'est monsieur Ernest que je veux !

L'accordeur. — Le mal est réparable ; mon oncle, qui possède une importants fabrique de pianos, doit me la céder le jour où je me marierai. J'ai l'honneur de vous demander la main de mademoiselle votre fille.

Mme Gourju. — C'est une solution.

L'accordeur. — Au lieu d'accorder le piano, je fais mes accordailles.

M. Gourju. — Et l'autre, monsieur Arthur ?

Mme Gourju. — Je l'ai fait attendre pendant trois heures dans ton cabinet et je lui ait dit de repasser ; il n'avait pas l'air content.

Clotilde. — Maman, il ne me plaisait pas du tout.

M. Gourju. — C'est un vrai mariage de comédie. A table, j'ai faim, moi.

Eugène FOURRIER.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

LES CONSEILS GÉNÉRAUX
Statistique officielle

Paris, 29 juillet. — Voici comment se décomposent, d'après le ministère de l'intérieur, les 93 résultats connus ce matin pour les élections au Conseil général :

Républicains	22
Radicaux	36
Radicaux-socialistes	18
Socialistes	11
Conservateurs	7
Nationalistes	3
Ralliés	1

» Soit 82 républicains de toutes nuances et 11 réactionnaires. »

Le *Matin*, de son côté, publie la statistique suivante :

Le premier tour de scrutin avait donné les résultats suivants :

Républicains	536
Radicaux et radicaux-socialistes	503
Socialistes	28
Conservateurs	217
Ralliés	54
Nationalistes	26
Ballottages	92
Total	1449

En ajoutant les 88 résultats connus du ballottage, on obtient les chiffres suivants :

Républicains	558
Radicaux et radicaux-socialistes	547
Socialistes	39
Conservateurs	217
Nationalistes	29
Ralliés	55
Total	1445

On sait que le nombre des conseillers généraux à élire était de 1,455.

Le Ballon dirigeable

Nouvelle expérience heureuse

Paris, 29 juillet. — M. Santos Dumont a tenté, cet après-midi, une nouvelle ascension à Saint-Cloud.

Parti à 4 heures 20, après deux faux départs, pendant lesquels M. Santos Dumont s'aperçoit de quelques avaries de peu d'importance qu'il répare de suite, le ballon s'élève à 150 mètres environ ; il file directement vers Longchamps et opère sur lui-même un virage superbe. Puis, il fait le tour de la piste et se dirige vers Saint-Cloud.

Au-dessus du parc, il fait un nouveau virage et redescend à son point de départ.

M. Santos Dumont a été acclamé par la foule fel ! »

M. Santos Dumont refuse de tenter maintenant une nouvelle expérience.

Le ballon est donc remisé en attendant que le prix de cent mille francs soit décerné à M. Santos Dumont. L'expérience a duré 25 minutes 30 secondes.

Les Grèves aux Etats-Unis

Fin de la grève des aciéries

New-York, 29 juillet. — La grève des ouvriers des aciéries est pour ainsi dire terminée. Le président et le secrétaire de l'Union sont venus samedi à New-York et ont eu une conférence avec M. Pierpont Morgan et M. Schwab, directeurs du trust ; ils se sont mis d'accord pour mettre fin à la grève, mais on ne connaît pas les termes de l'arrangement intervenu.

Le président de l'Union est retourné à Pittsburg pour conférer avec les membres du comité et on croit que l'Union a accepté que les usines non affiliées à l'Union continuent à ne pas en faire partie ; par contre, le trust conserverait un droit de contrôle sur toutes les usines affiliées à l'Union. La grève aura coûté dix millions de francs au trust.

Bruits de remaniements ministériels

Paris, 29 juillet. — Le correspondant parisien de l' « Etoile belge » télégraphie à ce journal l'information suivante que nous reproduisons sous toutes réserves :

Les bruits d'un remaniement ministériel pour l'époque de la rentrée parlementaire commencent à courir avec persistance dans les milieux politiques. La semaine dernière la commission du budget a voté la suppression de l'ambassade française du Vatican. Ce vote, qui se reproduit régulièrement chaque année, risque d'avoir cette année une sanction parce que les radicaux auraient obtenu de M. Waldeck son consentement à cette mesure.

M. Delcassé aurait déclaré au président du Conseil que si l'on supprimait l'ambassade au Vatican, il donnerait sa démission. La commission qui devait discuter hier le budget des cultes, a renvoyé sa discussion à la rentrée pour ne pas aggraver le désaccord entre les deux ministres. Les ministres G. Leygues et Decrais ne s'entendent plus avec MM. Millerand et de Lanessan, et on leur prête l'intention de retourner à leurs amis mélinistes en abandonnant le ministère aux radicaux. On prétend encore que le premier ministre qui se retirera sera M. Baudin, dont les affaires personnelles réclament toute l'attention.

La retraite de M. Baudin serait le signal du remaniement que je vous indique. En tout cas, il paraît peu probable qu'il n'y ait rien de changé d'ici à la rentrée qui aura lieu le troisième mardi d'octobre.

L'anniversaire de la mort d'Humbert

Rome, 29 juillet. — A l'occasion de l'anniversaire de la mort du roi Humbert, tous les édifices publics sont ornés de drapeaux avec crêpes.

Les magasins sont fermés, et l'on voit à leur devanture des écriteaux portant les mots : « Deuil national ».

La ville est très animée. Il est venu des milliers de personnes de toutes les parties de l'Italie. Le temps est beau.

Ce matin à 7 heures, on a célébré au Panthéon un service funèbre auquel n'assistaient que le roi, la reine, la reine douairière, la reine Maria-Pia de Portugal et les princes et princesses avec les personnes de leurs maisons civiles et militaires.

La façade du Panthéon était décorée de tentures noires avec franges d'argent. A l'intérieur, on avait élevé un catafalque près duquel se tenaient des cuirassiers royaux en grande tenue. Devant le tombeau du roi Humbert, on [illegible]